

Sommaire

Actualités du MMAISP

Le Comité de pilotage valide le document de synthèse

Le Sursaut - mercredi 02 octobre 2019

Le Comité de pilotage valide le document de synthèse

L'Intelligent d'Abidjan - mercredi 02 octobre 2019

Fonctionnaires

Des fonctionnaires jettent leur dévolu sur les villages alentours

L'essor Ivoirien - mercredi 02 octobre 2019

L'Etat Ivoirien sort le grand jeu et sauve la situation

L'essor Ivoirien - mercredi 02 octobre 2019

Société

La mission salue les performances économique de la Côte d'Ivoire

Le Matin - mercredi 02 octobre 2019

Politique

Les recettes d'Alassane Ouattara pour l'Afrique

Fraternité Matin - mercredi 02 octobre 2019

100 000 emplois annoncés

Fraternité Matin - mercredi 02 octobre 2019

Goudou présente l'architecture du RHDP dans la région du Bélier

Le Rassemblement - mercredi 02 octobre 2019

Amadou Gon Coulibaly dès demain à Guiglo

Le Jour Plus - mercredi 02 octobre 2019

Ce que Ouloto, Bictogo, Amédé Kouakou, Danho et Touré ont dit aux diplomates en poste à Abidjan

L'Intelligent d'Abidjan - mercredi 02 octobre 2019

Ce qui risque de tout gâter Les révélations d'un rapport d'experts

L'Inter - mercredi 02 octobre 2019

POLITIQUE NATIONALE D'INFORMATISATION DE L'ADMINISTRATION

Le Comité de pilotage valide le document de synthèse



Joseph Thierry Gnekré, représentant le Dr Raymonde Goudou Coffie, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public, a présidé ce mardi la réunion statutaire du Comité de pilotage du projet de la Politique Nationale d'Informatisation de l'Administration ivoirienne pour laquelle le Cabinet Keyriatec a été commis pour rédiger les termes de référence. Le Directeur de Cabinet a rappelé dans la salle de Conférences du ministère, aux membres du comité de pilotage, la réelle volonté du Président de la République et de son gouvernement de renforcer le cadre de la gouvernance nationale. Il a pour ce faire créé en 2017 un ministère dédié à la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public. Dont l'une des missions principales est de coordonner toutes les actions de modernisation au niveau des différents ministères. La politique nationale d'informatisation de l'Administration dont le Ministère de la Modernisation a l'initiative vise à l'élaboration d'un cadre général, d'un cadre normatif qui permet aux différents ministères de se conformer aux orientations dudit cadre pour toutes les actions d'informatisation et de modernisation. L'état des lieux sans équivoque réalisé par le cabinet Keryatec a mis en lumière les forces et les faiblesses du niveau

d'informatisation de l'Administration ivoirienne. A côté de la volonté politique manifeste du Chef de l'Etat et de son gouvernement puis de l'implication et de l'engagement du ministre Raymonde Goudou Coffie à vouloir réussir le chantier de la modernisation, et de la belle adhésion d'une quinzaine de ministères à ce projet avec un taux de remplissage de 85,24%, des faiblesses sont criantes. Cette étude relève une absence de synergie dans les actions, et une absence de retour sur investissements lors des différentes initiatives. Elle mentionne par ailleurs les actes de dématérialisation sans simplification préalable, ce qui fausse les résultats. L'étude du Cabinet Keryatec qui souffre de n'avoir pas pris totalement en compte tous les travaux de modernisation existants notamment les belles réformes du ministère de l'Economie numérique et de la Poste a néanmoins proposé 5 axes stratégiques auxquels doivent s'adosser les activités du projet de l'élaboration de la politique nationale d'informatisation de l'Administration. Ce sont le service aux usagers, l'optimisation des ressources humaines et du processus d'information, la sécurité et la cybersécurité, l'agilité des équipes informatique. Le ministère de la Modernisation de l'Administration qui dispose déjà d'un outil moderne de communication a souhaité que Miliïe soit le portail unique de l'Administration, d'autant que les autres ministères et institutions lui ont fait bon accueil et sont représentés sur sa plateforme. Les recommandations de l'étude portent entre autres sujets sur l'approche intégrée et donc la mutualisation des forces des différentes administrations, pour éviter une administration à deux vitesses au niveau des conditions de motivation des fonctionnaires et agents de l'Etat. Dont les actions visent dans le cadre de la modernisation et de l'innovation du Service public, la satisfaction des besoins du citoyen, qui est le même pour toutes les administrations.

Politique nationale d'informatisation de l'Administration

Le Comité de pilotage valide le document de synthèse



Dr Raymonde Goudou Coffie, (Photo DR)

Joseph Thierry Gnekéré, représentant le Dr Raymonde Goudou Coffie, ministre de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public, a présidé ce mardi 1er octobre 2019 la réunion statutaire du Comité de pilotage du projet de la Politique Nationale d'Informatisation de l'Administration ivoirienne pour laquelle le Cabinet Keyriatec a été commis pour rédiger les termes de référence. Le Directeur de Cabinet a rappelé dans la salle de Conférences du ministère, aux membres du comité de pilotage, la réelle volonté du Président de la République et de son gouvernement de renforcer le cadre de la gouvernance nationale. Il a pour ce faire créé en 2017 un ministère dédié à la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public. Dont l'une des missions principales est de coordonner toutes les actions de modernisation au niveau des différents ministères. La politique nationale d'informatisation de l'Administration dont le Ministère de la Modernisation a l'initiative vise à l'élaboration d'un cadre général, d'un cadre normatif qui permet aux différents ministères de se conformer aux orientations dudit cadre pour toutes les actions d'informatisation et de modernisation. L'état des lieux sans équivoque réalisé par le cabinet Keryatec a mis en lumière les forces et les faiblesses du niveau d'informatisation de l'Administration ivoirienne. A côté de la volonté politique manifeste du Chef de l'Etat et de son gouvernement puis de l'implication et de l'engagement du ministre Raymonde Goudou Coffie à vouloir réussir le chantier de la modernisation, et de la belle adhésion d'une quinzaine de ministères à ce projet avec un taux de remplissage de 85,24%, des faiblesses sont criantes. Cette étude relève une absence de synergie dans les actions, et une absence de retour sur investissements lors des différentes initiatives. Elle mentionne par ailleurs les actes de dématérialisation sans simplification préalable, ce qui

fausse les résultats. L'étude du Cabinet Keryatec qui souffre de n'avoir pas pris totalement en compte tous les travaux de modernisation existants notamment les belles réformes du ministère de l'Economie numérique et de la Poste a néanmoins proposé 5 axes stratégiques auxquels doivent s'adosser les activités du projet de l'élaboration de la politique nationale d'informatisation de l'Administration. Ce sont le service aux usagers, l'optimisation des ressources humaines et du processus d'information, la sécurité et la cybersécurité, l'agilité des équipes informatiques. Le ministère de la Modernisation de l'Administration qui dispose déjà d'un outil moderne de communication a souhaité que Milife soit le portail unique de l'Administration, d'autant que les autres ministères et institutions lui ont fait bon accueil et sont représentés sur sa plateforme. Les recommandations de l'étude portent entre autres sujets sur l'approche intégrée et donc la mutualisation des forces des différentes administrations, pour éviter une administration à deux vitesses au niveau des conditions de motivation des fonctionnaires et agents de l'Etat. Dont les actions visent dans le cadre de la modernisation et de l'innovation du Service public, la satisfaction des besoins du citoyen, qui est le même pour toutes les administrations.

Crise du logement à Yakassé-Attobrou / L'orpaillage est devenu la plus grande activité en cours à Yakassé-Attobrou.

Des fonctionnaires jettent leur dévolu sur les villages alentours



Les maisons sont hors de prix à Yakassé-Attobrou.

L'orpaillage est devenu la plus grande activité en cours à Yakassé-Attobrou. Qu'il soit légal ou clandestin, ce sont les fonctionnaires exerçant dans cette localité qui en font les frais. La preuve avec la montée des prix des logements, de nombreux agents désertent la ville pour trouver refuge dans les villages alentours, où le loyer convient à leur bourse. Qu'est ce qui a occasionné cette situation ? La réponse dans ce dossier.

Les fonds baptismaux du problème de logements La richesse aurifère dont jouit Yakassé-Attobrou, est en train de déverser de nombreux problèmes sur ce lieu. Venus de partout, les aventuriers voient en cette localité l'eldorado. C'est certes une réalité, mais celle-ci ne met pas pour autant à l'abri les populations en quête de logements. Deux catégories d'extrayeurs ont déposé leurs bagages dans la localité. Ce sont des Chinois, qui exercent leur activité de manière légale et des Africains de l'ouest, qui sont des clandestins. Ces deux communautés ont le même objectif, mais ne sont pas hissées à la même étoile. De ces deux, la communauté chinoise est sur la voie de devenir une gangrène pour la région, sur le plan de la hausse des prix de l'immobilier. Les clandestins généralement habitent à leur lieu d'exercice, ou dans des maisons à faible prix. En bons aventuriers, ils vivent même à la dure dans des conditions extrêmes. Normal, ce sont des clandestins. A l'opposé, les Asiatiques qui sont au compte de la légalité, donnent de véritables soucis aux fonctionnaires de la ville. Lors de la crise de l'école du cycle scolaire 2018/2019, la réunion de reprise des cours organisée par le ministre Joseph Séka Séka a affiché un aperçu de la réalité que vivent ces fonctionnaires. L'un d'eux, professeur dans un

lycée a dénoncé la loi des finances qui joue en défaveur des hommes de sa corporation et de la plupart des fonctionnaires. « Depuis que les Chinois sont arrivés, ils ont proposé de fortes sommes aux propriétaires de maisons. Ils ont fait doubler, voire tripler les prix. De plus ils paient des années d'avance. Aujourd'hui cette pratique a fait flamber les prix. Nous ne sommes plus en mesure d'avoir un appartement à Yakassé-Attobrou. Certains d'entre nous ont dû trouver des domiciles dans les villages environs », a-t-il confié. En effet les Chinois ont négocié au prix fort leur insertion dans le lieu. Mais l'effet boomerang, est que ce système met en mal les fonctionnaires de la ville.

Les propriétaires immobiliers, les véritables complices

« Qui ne veut pas devenir riche », dit-on. Mais être riche en spoliant ses frères du peu qu'ils ont, est de la pure méchanceté. La morale a foutu le camp dans cette contrée. Car, l'argent le nouveau moteur de la localité a rendu les gens corruptibles à loisir. De ce fait, les propriétaires ne voient et ne parlent que d'argent. En plus value d'ailleurs ! Un propriétaire immobilier aux initiales A. A. confesse : « Je suis à la retraite et mes constructions sont ma mine d'or. Ce n'est pas ma faute si au lieu d'avoir 25.000 francs Cfa par mois avec le fonctionnaire, je gagne 100.000 francs Cfa avec le Chinois. La vie est dure. Voyez, même les prix des denrées alimentaires ont augmenté et j'en suis l'une des victimes », a-t-il admis. On ne peut pas lui donner tort. Mais ce qu'il ne pense pas en hauteur d'esprit, est qu'il est en train d'installer une communauté qui risque de l'étrangler dans le lointain. L'un des problèmes majeurs des enseignants qui ont négocié leur départ vers les villages environnants, est que pour dispenser les cours, il leur faut être à l'heure. Certains, les plus veinards ont des engins à deux roues pour leur déplacement. D'autres par contre n'ont pas ce luxe et sont assujettis à la loi des véhicules en commun. Ce qui n'est pas une évidence quant à la ponctualité sur leur site d'exercice. Et cela cause un grand préjudice aux élèves et aux parents. Le risque est tout un ensemble de répercussions dans le lointain.

La balle est dans le camp des habitants En son temps, le ministre, le professeur Joseph Séka Séka avait tiré la sonnette d'alarme face au problème. Il avait même appelé lors de cette réunion pour la reprise des cours, ses parents à faire preuve de compréhension de ce que représente cette situation, où les terres sont bradées au premier venu. Il n'y a pas longtemps, il est allé plus loin à Bettié, en dictant aux populations les dangers à venir. Même en fin

connaisseur des effets futurs, que peut-il faire si ce n'est que la conscientisation. Mais souffrons l'admettre, ventre affamé n'a point d'oreilles. Aujourd'hui avec le déversement abusif des produits pour la recherche de l'or, les sols se sont appauvris. Pis encore, les cours d'eau sont en train d'être empoisonnés, voire asséchés. L'agriculture en fait déjà les frais. Les habitants doivent tirer la sonnette d'alarme et repenser leur politique de richesse sans coup férir. Leur survie en dépend. Si les fonctionnaires venaient à quitter les lieux, que sera la population toutes tranches confondues. A sagesse plaise, que le taureau soit pris par les cornes.

CLÉMENT KOFFI

Menaces de fermeture de toutes les prisons

L'Etat Ivoirien sort le grand jeu et sauve la situation



Les gardes pénitentiaires. (PH. Archives)

moment où nous mettions sous presse, deux ans d'arriérés des baux sont décaetés, des dotations en habillement s'accélèrent.

ROMARIC SAKO

La pression du personnel pénitentiaire et les menaces de fermeture de toutes les prisons ivoiriennes ont considérablement baissé. On peut même affirmer que les agents ont renoncé à la grève annoncée la semaine dernière. La tension a été vite contenue et maîtrisée par le Garde des Sceaux, Ministère de la Justice. D'abord, c'est le Directeur de cabinet, qui monte au créneau et prend le taureau par les cornes. Très vite, il rassure les grévistes que son bureau est ouvert pour le dialogue. Le directeur de cabinet du Ministre de la Justice qui sait que la Côte d'Ivoire n'a pas besoin de bruits en ce moment, consacre toute une semaine aux syndicalistes afin de parvenir à accorder les violons. L'autorité va donc peser de tout son poids pour ramener à l'ordre des grévistes déterminés. Le témoignage d'un syndicaliste le dit éloquent. "Le directeur de cabinet du ministère de la Justice a mené les débats avec dextérité, je pourrai même dire avec beaucoup d'intelligence et sagesse. Il a mérité son poste", nous confie un responsable syndical. Celui-ci indique que les agents sont presque satisfaits. Sur quatre points de revendications, on peut affirmer qu'un effort commensurable a été fait. "Nous voudrions dire merci au directeur de cabinet pour avoir été attentif à nos préoccupations", fera-t-il remarquer. "Le ministre nous a reçus et il a été rassurant. Il a cependant exprimé son mécontentement parce qu'on n'avait pas besoin de procéder par un préavis de grève pour discuter avec lui, surtout qu'il est ouvert au dialogue", souligne un autre syndicaliste ayant participé au dialogue avec le ministre. Les revendications des agents se résument en quatre points. Ils veulent une revalorisation des indemnités des logements appelés baux. Le paiement intégral des arriérés des baux, la dotation en habillement. Enfin, la révision du mode de paiement des baux. Presque tous ces points de revendications qui ont été déposés sur la table du ministre ont été discutés et tout semble rentrer dans l'ordre. Au

Mission du FMI en Côte d'Ivoire

La mission salue les performances économiques de la Côte d'Ivoire



La mission du FMI et les autorités ont conclu un accord au niveau des services sur la sixième revue et sur une extension d'un an du programme économique et financier triennal soutenu par le FMI.

La mission du FMI et les autorités ont conclu un accord au niveau des services sur la sixième revue et sur une extension d'un an du programme économique et financier triennal soutenu par le FMI, sous réserve de son approbation par la direction du FMI et du Conseil d'administration. En dépit de la dégradation du contexte économique international, l'économie ivoirienne a montré de la résilience et de bonnes performances économiques sont prévues en 2019 et 2020. - Le déficit budgétaire devrait converger à la norme régionale du déficit au niveau de l'UEMOA de 3 % du PIB en 2019 et 2020. Une mission du Fonds monétaire international [FMI] dirigée par Céline Allard a visité Abidjan du 18 septembre au 1er octobre 2019 pour mener les discussions sur la sixième revue du programme économique et financier triennal soutenu par le FMI au travers d'accords conclus dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit [FEC] et du Mécanisme Elargi de Crédit [MEDC]. A la fin de la visite, Mme Allard a rendu publique la déclaration ci-après: « La mission du FMI et les autorités sont parvenues à un accord au niveau des services du FMI sur la sixième revue du programme appuyé par les accords FEC et MEDC, sous réserve de son approbation par la direction du FMI et du Conseil d'administration. L'examen par le Conseil d'Administration pourrait intervenir en décembre 2019. « En dépit de la dégradation du contexte économique international, l'économie ivoirienne a montré de la résilience et de bonnes performances économiques sont prévues en 2019 et 2020. L'inflation est restée faible et bien en dessous de la norme de 3% du PIB de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine [UEMOA]. Les performances du programme soutenu par le FMI ont été satisfaisantes pendant le premier semestre de 2019. Tous les critères de performance et tous les repères indicatifs, ont été respectés à fin juin 2019. Tous les repères structurels portant sur la gestion de la dette publique, le suivi des entreprises publiques, la politique fiscale et l'administration budgétaire ont également été mis en œuvre, à l'exception d'un seul. Le déficit budgétaire devrait converger à la norme régionale du déficit au niveau de l'UEMOA de 3 % du PIB en 2019, un des principaux objectifs du programme. Les recettes devraient continuer à

augmenter tandis que les dépenses seraient maîtrisées. Les services du FMI et les autorités ivoiriennes sont parvenus à un accord au niveau des services du FMI, sous réserve de l'approbation du Conseil d'Administration du FMI, sur une extension du programme d'un an ainsi que sur les mesures de politique budgétaire pour atteindre les objectifs du programme. Ces mesures devraient maintenir le déficit budgétaire projeté pour 2020 dans la norme du déficit régional de l'UEMOA de 3% du PIB. La mission du FMI et les autorités se sont également accordés sur des politiques pour assurer la préservation de la viabilité de la dette, tout en créant l'espace nécessaire pour financer le Programme National de Développement [2016-2020]. L'équipe du FMI et les autorités se sont également accordés à poursuivre les efforts de mobilisation des recettes domestiques pour créer les marges budgétaires nécessaires à la mise en œuvre de politiques ambitieuses de développement et au renforcement de la capacité à rembourser la dette. La mission a noté les progrès réalisés en matière de restructuration et de suivi rapproché des entreprises publiques et dans l'administration douanière. La mission a également félicité les autorités pour les mesures prises pour renforcer le secteur de l'électricité, mesures qui devraient sous-tendre une stratégie de développement ambitieuse. La mission note le progrès en matière de renforcement du secteur financier dans le contexte de la transition régionale vers les nouvelles normes prudentielles alignées sur les principes de Bâle II/III. Elle considère également que des efforts additionnels sont nécessaires pour finaliser la restructuration des banques publiques. La mission et les autorités ont convenu que le programme de transformation économique de la Côte d'Ivoire continue à bien progresser; tiré par le dynamisme de l'investissement privé et les efforts de diversification des exportations. La poursuite de la mise en œuvre résolue de politiques visant à réduire les niveaux de pauvreté et à promouvoir une croissance inclusive continuera d'être un facteur important pour la réussite à long terme des objectifs du gouvernement. La mission du FMI tient à remercier les autorités pour leur chaleureuse hospitalité et les échanges constructifs. » La mission du FMI a été reçue en audience par le Président de la République Alassane Ouattara ; M. Amadou Gon Coulibaly, Premier Ministre ; M. Adama Coulibaly, Ministre de l'Economie et des Finances ; M. Kobenan Kouassi Adjoumani, Ministre de l'Agriculture et du Développement Durable ; Madame Nialé Kaba, Ministre du Plan et du Développement ; M. Abdourahmane Cissé, Ministre du Pétrole, de l'Energie et des Energies Renouvelables ; M. Issa Coulibaly, Ministre de la Fonction Publique ; M. Moussa Sanogo, Ministre, chargé

du Budget et du Portefeuille de l'Etat ; ainsi que d'autres hauts responsables de l'administration et BCEAO.



5e Forum sur le financement du développement / Le Chef de l'État a présidé, hier au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire à Cocody, l'ouverture des travaux du 5e Forum sur le financement du développement (Dff 2019) organisé par la Banque mondiale

Les recettes d'Alassane Ouattara pour l'Afrique

Le président de la république, Alassane Ouattara, a proposé hier ses recettes pour un meilleur financement des économies africaines. C'était à l'ouverture de la 5e édition du Forum sur le financement du développement (dff 2019) organisée sur deux jours au Sofitel Abidjan hôtel Ivoire de Cocody. dans son intervention, le Chef de l'état a exposé les quatre solutions prioritaires que l'Afrique doit avoir en tête. Notamment, l'accélération de la mobilisation des ressources intérieures. Sur ce point, Alassane Ouattara a indiqué « qu'avec un ratio de recettes fiscales sur le produit intérieur brut (Pib) d'environ 17 % - contre environ 35 % dans les pays développés - l'Afrique a besoin d'améliorer le recouvrement des fonds et taxes pour financer son développement avec ses ressources propres ». Au dire du président de la république, la seconde urgence pour le continent pour améliorer le financement de son économie est l'amélioration du climat des affaires, afin d'attirer les investissements privés nationaux et internationaux y compris le capital investissement. Il n'a pas manqué de rappeler les performances de la Côte d'Ivoire en la matière, confirmées et saluées notamment par la Banque mondiale dans son classement du Doing Business. « La Côte d'Ivoire fait partie des pays ayant accompli les meilleurs progrès dans l'amélioration du climat des affaires », a-t-il souligné. Alassane Ouattara a également mis en exergue la nécessité de développer les secteurs financiers en adaptant les instruments afin de mobiliser l'épargne publique et privée et en allégeant le coût du crédit notamment pour les petites et moyennes entreprises (pme), puis en augmentant le montant et la durée de remboursement des prêts. C'est en cela qu'une caisse de dépôt et de consignation vient d'être créée selon le Chef de l'état. Alassane Ouattara en appelle aussi à davantage de contribution des capitaux institutionnels. d'autant plus que la Banque africaine de développement (Bad) indique que les Fonds de pensions et les Fonds souverains africains sont estimés respectivement à 334 et 164 milliards de dollars. Au dire du Chef de l'Exécutif ivoirien, tout cela ne peut se faire que grâce à la sécurité et la stabilité. **La sécurité : une urgence pour le continent**

Alassane Ouattara a tenu à attirer - une fois de plus - l'attention des partenaires techniques et financiers, mais également l'ensemble du secteur privé sur le coût élevé de la sécurité dans un contexte de développement du terrorisme. À ce sujet, il a révélé que certains de ses

homologues sont contraints de consacrer jusqu'à 30 % du budget de leur pays pour adresser efficacement ces questions relatives à la sécurité. rendant difficile les ajustements et investissements à faire. C'est en cela que le président de la république a sollicité un apport des partenaires techniques et financiers, en renfort des plus de 500 milliards de Fcfa sur cinq ans que les Chefs d'état et de gouvernement de la Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) ont décidé de consacrer à la lutte contre le terrorisme lors du Sommet extraordinaire qu'ils ont tenu le 14 septembre à Ouagadougou au Burkina Faso. Alassane Ouattara de préciser que la moitié des fonds sera mis à disposition par les pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa). Le Chef de l'état a même fait savoir qu'il avait inscrit le sujet à l'agenda des activités du vice-président de la république, Daniel Kablan Duncan, en marge de la dernière Assemblée annuelle des Nations unies. La cérémonie a enregistré la participation de plusieurs autres personnalités en plus du vice-président de la république, Daniel Kablan duncan et du premier ministre, Amadou Gon Coulibaly. Ce sont notamment Hadja Fatimata Ouattara, ministre des NtIC et du développement de la poste du Burkina Faso et Bety Ali, ministre de l'Agriculture du Niger. étaient également présents Karin Finkelston vice-présidente, partnership, Communication, and outreach de la Société financière internationale (Sfi). Mais aussi Coralie Gevers, directrice des opérations de la Banque mondiale pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, la Guinée et le Togo ; Aliou Maïga, directeur de la Sfi pour l'Afrique de l'ouest et du Centre, olivier Buyoya, représentant régional de la Sfi..

ABOUBAKAR BAMBA

Métiers du tourisme et employabilité des jeunes / Le ministre ivoirien du Tourisme et des Loisirs et son collègue de la Promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes ont œuvré pour la création d'emplois dans le secteur touristique.

100 000 emplois annoncés



Siandou Fofana (à droite) et Touré Mamadou lors de la séance de travail.

Le ministre siandou Fofana entend faire profiter de l'essor de l'industrie touristique, qui affiche des indicateurs de performance de l'ordre de 10% du pib, ainsi que des emplois au plan mondial, avec une position de 3e activité exportatrice. En synergie avec Mamadou touré, ministre de la promotion de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes, il est à pied d'œuvre pour tenir sa promesse faite aux jeunes de leur offrir 100 000 emplois dans les métiers du tourisme et de l'hôtellerie d'ici à août 2020. Au cours d'une séance de travail, le 30 septembre à son cabinet, siandou Fofana a indiqué à Mamadou touré que c'est dans le cadre d'un partenariat avec son partenaire suisse du Groupe Actanda, leader de la formation avec son pôle hotel Academy, que ce projet va débiter avec 5000 recrutements ce mois-ci, puis par une vague de 25 000, pour atteindre d'ici août 2020, le nombre de 100 000 emplois. Et ce, sur un total escompté par Mamadou touré de 500 000 emplois et formations par alternance, immersion professionnelle et stages de pré-emplois à l'échéance 2025. Quant à Jean-Luc taborin, directeur général de hôtel Academy, il affirme qu'entre les modules présentiels et digitaux, ce sont au total 27 métiers et fonctions allant de l'hôtellerie aux guides de tourisme, en passant par la gestion des parcs et réserves et les parcs d'attractions qui sont concernés par leurs prestations. Notons que le groupe a déjà, en ce qui concerne le continent africain, fait ses preuves au Maroc, au Zimbabwe et en Tunisie.

SERGES N'GUESSANT

Visite de travail du Premier ministre / Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly effectue du 3 au 5 octobre 2019 une visite de travail dans les régions du Cavally et du Guémon.

Amadou Gon Coulibaly dès demain à Guiglo



Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly sera à partir de demain dans le Cavally.

une aubaine à saisir pour le pays wê qui attend beaucoup du gouvernement en termes de développement. Amadou Gon pourra saisir l'occasion de cette visite pour inviter ses hôtes à consolider les acquis de la réconciliation et de la cohésion sociale.

YAPI COULIBALY

Chose promise, chose due. Peut-on dire. Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, sera du 3 au 5 octobre 2019 dans les régions du Cavally et du Guémon, dans l'ouest du pays. C'est le mercredi 11 septembre dernier que la présidente du Conseil régional du Cavally, Anne Désirée Ouloto, avait donné l'information aux cadres et élus de ces deux circonscriptions, de la venue du chef du gouvernement dans leurs localités. C'était en présence du président du conseil régional du Guémon, Célestin Serey Doh, le député de Toulepleu, Lambert Kahiba, celui de Bloléquin Aimé Gnonsian, et le député de Bin-Houyé, Magloire Danin. La ministre Anne Désirée Ouloto, fille de la zone a appelé ses sœurs et ses frères à se mobiliser pour réserver un accueil chaleureux à l'illustre hôte. Cette visite est une bonne nouvelle, car elle intervient dans un contexte de mise en œuvre du programme social du gouvernement. Un programme qui vient accentuer la lutte contre la pauvreté et améliorer l'accès aux infrastructures de base. La présidente du conseil régional du Cavally n'a pas tort de penser ainsi. En effet, le Premier ministre multiplie de tels déplacements dans les régions, depuis quelque temps, pour se rendre compte de l'état d'avancement des projets initiés par le gouvernement, écouter les populations et voir comment améliorer l'action gouvernementale. Pour cette visite, le chef du gouvernement mettra forcément un focus sur les infrastructures de première nécessité. A savoir l'électrification, les infrastructures scolaires et sanitaires, l'eau, le bitumage des routes... Pour Anne Désirée Ouloto, cette visite du Premier ministre Amadou Gon Coulibaly est



Cei, élections transparentes, cohésion sociale... / Lundi 30 septembre 2019, la directrice exécutive adjointe, en charge des Relations extérieures au Rhdp Anne Désirée Ouloto, a convié les ambassadeurs et les représentations diplomatiques accrédités en Cote d'Ivoire à un dîner à l'Espace Events (Cococdy -Les II Plateau.

Ce que Ouloto, Bictogo, Amédé Kouakou, Danho et Touré ont dit aux diplomates en poste à Abidjan

CEI, ÉLECTIONS TRANSPARENTES, COHÉSION SOCIALE...

Ce que Ouloto, Bictogo, Amédé Kouakou, Danho et Touré Mamadou

ont dit aux diplomates

Lundi 30 septembre 2019, la directrice exécutive adjointe, en charge des Relations extérieures au Rhdp Anne Désirée Ouloto, a convié les ambassadeurs et les représentations diplomatiques accrédités en Cote d'Ivoire à un dîner à l'Espace Events (Cococdy -Les II Plateau. La ministre Anne Désirée Ouloto a bénéficié du directeur exécutif, Adama Bictogo, du ministre Touré Mamadou, directeur exécutif en charge de la Communication, du ministre Amédé Kouakou. Pendant environ 1h30, la direction exécutive du Rhdp a instruit les ambassadeurs accrédités en Cote d'Ivoire sur les dernières évolutions de l'actualité politique du pays. La problématique de la mise en place de la nouvelle Commission électorale indépendante a largement occupé l'essentiel des discussions. Anne Ouloto est revenue sur les raisons qui ont soutenu la mise en place de ce cadre de rencontres périodiques avec les ambassadeurs. Pour elle, il était nécessaire d'instruire les partenaires financiers, les observateurs, les amis de la Cote d'Ivoire que sont les diplomates sur les sujets liés à la Commission électorale indépendante, le dialogue entre le parti au pouvoir et l'opposition. Elle a soutenu que le gouvernement a toujours créé ce cadre de débats entre les différents acteurs de la scène politique. La ministre de l'assainissement et de la

salubrité a déploré le fait que de temps en temps l'opposition ne joue franc jeu. Pour elle, il est urgent pour son parti de travailler en vue d'éviter la violence dans les élections de 2020. Elle pense que la jeunesse doit être sensibilisée dans ce sens. Adama Bictogo a exprimé sa gratitude aux ambassadeurs au nom du Président de la République et du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly. Pour lui, il est primordial que le climat politique soit apaisé en Cote d'Ivoire pour la construction d'un État démocratique. « Le Président Alassane Ouattara nous a mis en mission pour que le Rhdp puisse épouser les attentes des populations. Tous les sujets peuvent être abordés sans faux fuyant... L'écoute fait partie des vertus de notre parti... La mutation du pays se traduit par une recomposition politique. Vous devez sortir des clichés. La Côte d'Ivoire est en train de connaître une mutation et nous voulons établir un pont entre le Rhdp et vous les diplomates », a-t-il rappelé. Les ministres Touré Mamadou, Danho Paulin, Amédé Kouakou sont revenus sur les discussions qui ont été engagées par le gouvernement pour la mise en place de la nouvelle Commission électorale indépendante. Pour eux, l'opposition a été étroitement associée à toutes les étapes de discussions. En plus, ils ont insisté sur le fait que le Rhdp travaille pour avoir des élections apaisées et transparentes en 2020. Ils ont invité certains acteurs à éviter de se faire peur en brandissant le spectre de la violence. Jobst Von Kirchmann, ambassadeur de l'Union européenne a exprimé sa satisfaction face à cette démarche des dirigeants du Rhdp. Surtout le cadre de rencontres périodiques mis en place pour instruire le corps diplomatique sur des sujets politiques qui préoccupent l'ensemble des Ivoiriens. Il a fait remarquer que la Commission électorale indépendante est un élément important pour la réussite d'une bonne élection. Pour lui, l'UE est disposée à apporter son concours à la Cote d'Ivoire pour la réussite de ses échéances électorales en 2020. Les sujets relatifs à la représentation des femmes dans les instances de décisions politiques ont été aussi abordés.

PRÉSIDENTIELLE 2020

Ce qui risque de tout gâter Les révélations d'un rapport d'experts



La table de séance lors de la présentation de l'étude sur la Côte d'Ivoire. (Ph. DR)

«Incertitudes électorales» est le titre du rapport d'une étude menée par deux experts: Arsène Brice Bado, directeur adjoint à l'Institute of Dignity and Human Rights du Centre de recherche et d'action pour la paix [Cerap] à Abidjan, et Mollie Zapata, chercheuse auprès du centre Simon-Skjoldt pour la prévention des génocides. Le document rendu public, mardi 1er octobre 2019, à la salle de réunion du Cerap à Abidjan-Cocody, laisse entrevoir des risques sérieux dans la perspective de la présidentielle en 2020. Arsène Brice Bado et Mollie Zapata posent des problèmes structurels pouvant conduire à une accélération de risques à travers plusieurs facteurs : la désignation des membres de la Commission électorale indépendante [Cei] ; des poursuites judiciaires <>; la mauvaise gestion du retour de l'ex-président Laurent Gbagbo ; des clivages au sein de l'armée... A propos de la Cei, il est évident que le rapport a été finalisé avant la mise en place du bureau de l'institution, et l'élection de son président. «Si l'État désignait des membres de la Cei sans garantir sa neutralité et son indépendance par rapport au parti au pouvoir, des manifestations potentiellement violentes pourraient être organisées par des partis d'oppositions», ont consigné les auteurs du rapport. Relativement aux poursuites judiciaires, le duo d'experts fait l'analyse suivante: «depuis que Bédié et Soro ont quitté le Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix Rhdp unifié, le parti au pouvoir s'est attaqué à leurs partisans, démettant de leurs fonctions ceux qui occupaient des postes importants dans la fonction publique pour ensuite les poursuivre en justice. Des poursuites contre une personne particulièrement en vue ou même tout simplement un acte de trop pourrait être un facteur

déclencheur de manifestations susceptibles de se transformer en atrocités de masse entre partisans du Rhdp unifié et ceux de Soro, ou entre le Rhdp unifié et le Pdci.» Quid du retour probable en Côte d'Ivoire de l'ex-président Laurent Gbagbo en procès devant la Cour pénale internationale ? Les deux chercheurs considèrent qu'il y a des risques potentiels de violence. «La violence pourrait éclater si Gbagbo revenait en Côte d'Ivoire et ses droits politiques étaient limités ou s'il devait comparaître devant un tribunal ivoirien. En fait, bien que la Cour pénale internationale ait libéré Gbagbo sous condition en Belgique, les charges retenues contre lui pour malversation financière courent toujours», lit-on dans le rapport

LE PLUS GROS RISQUE.

Le duo d'experts soutient que «l'élément déclencheur potentiel le plus évident est le résultat des élections de 2020», «Dans le climat politique actuel, aucun résultat ne sera accepté par l'ensemble de la population. Dans un tel contexte, toute irrégularité ou apparence d'irrégularité dans la gestion des opérations électorales pourrait entraîner un conflit autour du résultat des élections qui pourrait dangereusement ressembler à la crise de 2007-2011», notent Arsène Brice Bado et Mollie Zapata. Les deux intellectuels évoquent des divisions au sein des forces armées, l'accès généralisé aux armes et la perception d'un abus du pouvoir comme facteurs accélérateurs de risques. «<< L'armée de Côte d'Ivoire qui porte officiellement le nom de Forces armées de Côte d'Ivoire [Faci] a été formée à partir de factions rivales, les factions loyalistes et les Forces nouvelles de Côte d'Ivoire, à la fin de la crise électorale de 2011. L'unification de ces deux armées reste superficielle. Des clivages persistants alimentent les tensions entre les anciens ennemis et rendent l'armée vulnérable aux manipulations politiques, chaque section de l'armée reste fidèle à des politiciens différents >> préviennent les chercheurs. Autre sujet de la perception d'un abus de pouvoir, Arsène Brice Bado et Mollie Zapata font la lecture suivante : «<< en dépit des preuves que les deux bords ont commis de graves actes criminels, la justice n'a poursuivi que l'ex-président et ses partisans, ignorant de fait les crimes commis par les forces rebelles et le parti actuellement au pouvoir. Ce système de justice partielle en Côte d'Ivoire est une source de mécontentement dans la population». D'autres éléments sont encore identifiés comme pouvant générer de la violence notamment la question foncière, celle de l'ivoirité, ou encore le «rattrapage». Le rapport présenté devant des représentants de la société civile vise, selon ses auteurs, à

fournir aux gouvernants, à la société civile, aux partenaires au développement et aux communautés vulnérables, des «avertissements préalables et fiables sur des possibilités d'atrocités criminelles de masse». Notons que le Conseil national des droits de l'Homme [Cndh] présidé par Namizata Sangaré, qui a eu avant sa présentation, des échos du rapport, avait publié un communiqué le 25 septembre 2019. Le Cndh se désolait d'un rapport «alarmant sur le processus électoral» et qui «ne présente que des scénarii de violences graves et d'atrocités criminelles». Le Conseil déplorait une approche de nature «a saper le moral des populations dans la dynamique des efforts de consolidation de la paix et de la cohésion sociale»>>_ Venance KOKORA